

Après avis du haut conseil de la Polynésie française,

Après avis du Conseil économique, social et culturel ;

L'assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

TITRE 1er - ZONES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE PRIORITAIRE

Article LP. 1er.— Il est créé en Polynésie française, dans les conditions prévues par la présente loi du pays, des zones dénommées "zones de développement économique prioritaire", destinées à la réalisation de grands projets d'aménagement, de construction et d'équipement en vue du développement économique du pays. Dans ces zones, les dispositions législatives et réglementaires peuvent faire l'objet d'adaptations afin de favoriser la réalisation des grands projets mentionnés au premier alinéa, et notamment l'incitation au développement des investissements, dans la perspective de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, de la valorisation du domaine public et privé du pays et de la simplification et l'optimisation des procédures administratives.

Art. L P. 2.— Sont créées trois zones de développement économique prioritaire qui ont pour objet l'aménagement, la construction et l'exploitation d'ensembles immobiliers, d'équipements et d'espaces paysagers à destination hôtelière, touristique, de logement et de loisirs :

1° La zone de développement économique prioritaire de Tahiti Mahana Beach située au lieudit Outumaoro dans la commune de Punaauia, et composée du territoire de la zone d'aménagement spécial créée par la loi du pays n° 2014-3 du 23 janvier 2014 portant création de la zone prioritaire d'aménagement et de développement touristique de Tahiti Mahana Beach ;

2° La zone de développement économique prioritaire de Moorea Mahana Beach, située au lieudit Tiahura à Haapiti, dans la commune de Moorea-Maiao ;

3° La zone de développement économique prioritaire de Atimaono, située sur le domaine du même nom, dans les communes de Papara et de Teva l Uta .

Art. LP. 3.— La zone de développement économique prioritaire de Hao, située sur le territoire de la commune de Hao, a pour objet la création et le développement d'activités aquacoles.

Cette zone comprend les emprises du domaine public maritime et les espaces aménagés nécessaires aux activités concernées et à leur exploitation.

Art. LP. 4.— Les zones définies aux articles LP. 2 et LP. 3 sont délimitées conformément aux annexes 1, 2 et 3 jointes à la présente loi du pays.

TITRE II - DISPOSITIONS D'ORDRE FISCAL ET DOUANIER

Art. L P. 5.— "Sauf dispositions législatives contraires ou mesures d'adaptation spécifique, la législation fiscale et douanière est applicable dans les zones définies aux articles LP. 2 et L P. 3.

[...]

CHAPITRE III - Taxe forfaitaire de solidarité sur les importations

Art. LP. 8.— Les dispositions prévues au présent chapitre sont applicables aux exonérations douanières portant sur les biens y éligibles, instituées par :

1° La loi du pays n° 2014-8 du 24 avril 2014 instituant un dispositif d'aide en faveur du développement aquacole dans l'archipel des Tuamotu-Gambier ;

2° La loi du pays n° 2014-12 du 26 mai 2014 instituant un dispositif d'aide en faveur des grands investissements hôteliers et touristiques.

Art. LP. 9.— I. - Les personnes physiques ou morales agréées au titre des dispositifs prévus par les lois du pays mentionnées à l'article LP. 8 qui sollicitent le bénéfice des exonérations douanières prévues par ces mêmes lois, sont assujetties au paiement d'une taxe dénommée "taxe forfaitaire de solidarité" ("TFS"), applicable aux importations de biens éligibles, réalisées sous couvert de ces régimes fiscaux particuliers.

Le produit de cette taxe est versé au compte d'affectation spéciale "fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté".

II - La taxe est due par l'importateur ou son commissionnaire en douane lors de la mise à la consommation des biens concernés.

III. - La taxe est assise sur la valeur en douane à l'importation, déterminée conformément aux dispositions de l'article 20 du code des douanes.

IV. - Son taux est fixé à 2 %.

V. - La taxe est exigible à la date du fait générateur.

Le fait générateur de la taxe est constitué par la mise à la consommation des biens mentionnés aux articles LP. 3 des lois du pays précitées, soit en suite d'importation directe, soit en suite d'un régime suspensif de droits et taxes.

VI. - En cas de redressement des droits et taxes, la taxe forfaitaire de solidarité n'entre pas dans la base d'imposition de la TVA.

VII. - La taxe forfaitaire de solidarité est liquidée et contrôlée par le service chargé des douanes selon les règles prévues par le code des douanes.

Elle est perçue et recouvrée par le payeur de la Polynésie française selon les règles, garanties et privilèges prévus par le même code.

VIII. - En cas de retrait d'agrément dans les conditions indiquées aux articles LP. 10 des deux lois du pays précitées, les sommes liquidées par le service chargé des douanes au titre de la taxe forfaitaire de solidarité acquittée sur les importations réalisées jusqu'au retrait dudit agrément, ne peuvent faire l'objet d'aucun remboursement.

IX. - La taxe forfaitaire de solidarité ne s'applique pas aux constructions préfabriquées au sens du II des articles LP. 3 des deux lois du pays précitées, qui demeurent soumises aux dispositions de droit commun.

[...]

CHAPITRE IV - Dispositions transitoires

Art . LP. 10.— Les dispositions de la loi du pays n° 2014-8 du 24 avril 2014 instituant un dispositif d'aide en faveur du développement aquacole dans l'archipel des Tuamotu-Gambier s'appliquent, dans leur rédaction issue des dispositions de la présente loi du pays, aux agréments qui ont été délivrés antérieurement à la promulgation de cette dernière.

[...].